

30 avril 2019

Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 7 mars 2018 de M. Jean-Luc von Arx: «Quelles sont les procédures de justice qui sont en cours impliquant la Ville de Genève et quels sont les coûts de fonctionnement (avocats, ressources humaines et frais de justice)?»

TEXTE DE LA QUESTION

Le Conseil administratif peut-il nous fournir:

- la liste des procédures en cours pour chaque département de la Ville, contre quelles entités, sur la base de quels différends, procédure engagée quand, par qui et pour quels montants estimés (enjeux);

ainsi que les précisions et explications:

- à combien se montent, à ce jour, les coûts relatifs à chacune de ces procédures;
- observe-t-on une augmentation des requêtes en justice contre la Ville de Genève?

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le Conseil administratif a le plaisir de vous transmettre, en annexe, la liste des procédures en cours pour chaque département. En règle générale, il n'y a pas d'augmentation des requêtes en justice à l'encontre de la Ville de Genève à l'exception, cependant, du contentieux relatif aux affaires du personnel pour lequel un accroissement des litiges a été constaté.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général ad interim:
Olivier-Georges Burri

Le maire:
Sami Kanaan

Annexe: liste des procédures en cours

QE-494. Procédures de justice en cours et coûts de fonctionnement									
Service	Type de procédure en cours	Contre	Différend	Engagée		Prétentions Ville	Prétentions tiers	Montant déjà engagé (coût de la procédure)	
				quand	par qui				
Département des Autorités									
A	Une plainte pénale a été déposée à Paris en mars 2016.	La centrale nucléaire du Bugey	Mise en danger/délibérée d'autrui, pollution de eaux et non-respect d'une mise en demeure par l'exploitant d'une installation nucléaire	mars.16	Ville de Genève et le canton	/		15784 euros	
	Enquête ouverte en mai 2016		Violation par la France du droit communautaire						
	Plainte pénale avec constitution de partie civile a été déposée en janvier 2019								
A	Janvier 2017, la ViG a déposé une plainte devant la Commission européenne 18.01.2019, plainte rejetée par la Commission européenne			janv.17	Ville de Genève	/		4500 euros	
A	1 plainte pénale déposée auprès de la police	X	Vol/ Dommages à la propriété/ Violation de domicile - Villa La Grange	oct.16	Ville de Genève	/		0.-	
A	1 plainte pénale déposée à la police	X	Dommages à la propriété - Palais Eynard	2017	Ville de Genève	585.-		0.-	
A	1 plainte pénale déposée au Ministère public	X	Violation du secret de fonction - Rapport CFI Frais professionnels	2018	Ville de Genève	/		0.-	
DFL	25 plaintes pénales déposées auprès de la police	X	16 Dommages à la propriété / 8 Violations de domicile / 1 Mise en danger de la vie d'autrui	2016	Ville de Genève	25'053.-		0.-	
DFL	1 plainte pénale déposée auprès du Ministère public	Personne déterminée	Usure (157 CP) - Place Simon Goulart	2016	Ville de Genève	/		0.-	
DFL	23 plaintes déposées à la police ou au Ministère public	X	Usure (157 CP) - Place de la Navigation 4	2017	Ville de Genève	66'137.-		0.-	
DFL	22 plaintes pénales déposées à la police	X	Dommages à la propriété et violation de domicile	2018	Ville de Genève	53'097.-		0.-	
DCA	3 plaintes pénales déposées à la police	X	Dommages à la propriété	2016	Ville de Genève	5'500.-		0.-	
DCA	1 plainte pénale déposée au Ministère public	Personnes déterminées	Tentative escroquerie (146 CP) - Rue du Stand	2016	Ville de Genève	/		0.-	
DCA	1 plainte pénale déposée au Ministère public	Personnes déterminées	Gestion déloyale (158 CP) - Alpes 12	2016	Ville de Genève	/		0.-	
DCA	1 plainte pénale déposée à la police	X	Vol d'ordinateur portable - Rue de l'Hôtel de Ville	2016	Ville de Genève	/		0.-	
DCA	4 plaintes pénales déposées à la police	X	Dommages à la propriété	2017	Ville de Genève	3'578.-		0.-	
DCA	2 plaintes pénales déposées à la police	X	Dommages à la propriété	2018	Ville de Genève	8'889.-		0.-	
DCS	20 plaintes pénales déposées à la police	X	8 Dommages à la propriété (Grand Théâtre, Musée Rath, Grillo, Victoria Hall et autres) 12 stationnements impayés	2016	Ville de Genève	environ 242'000.- (dommages)		0-	
DCS	1 plainte pénale déposée au Ministère public	Personne déterminée	Vol, abus de confiance, recel - BGE	2016	Ville de Genève	/		0.-	
DCS	20 plaintes pénales déposées auprès de la police ou du Ministère public	X	17 Stationnements impayés au parking des Yvernes, 3 dommages à la propriété	2017	Ville de Genève	4154.-		0.-	

QE-494. Procédures de justice en cours et coûts de fonctionnement									
Service	Type de procédure en cours	Contre	Différend	Engagée		Prétentions Ville	Prétentions tiers	Montant déjà engagé (coût de la procédure)	
				quand	par qui				
Plaintes pénales gérées par le LEX pour la Ville de Genève	DCS	1 plainte pénale déposée au Ministère public	Personne déterminée	2018	Ville de Genève	/		0.-	
	DCS	25 plaintes pénales déposées auprès de la police ou du Ministère public	X	2018	Ville de Genève	10'618.-		0.-	
	DEUS	82 plaintes pénales ont été déposées auprès de la police ou du Ministère public	X 1 personne déterminée	2016	Ville de Genève	env. 217'497.-		0.-	
	DEUS	1 plainte déposée au Ministère public	X	2016	Ville de Genève	/		0.-	
	DEUS	1 plainte déposée à la police	X	2016	Ville de Genève	445.-		0.-	
	DEUS	1 plainte déposée à la police	Personne déterminée	2016	Ville de Genève	/		0.-	
	DEUS	13 plaintes pénales ont été déposées auprès de la police ou du Ministère public	X	2017	Ville de Genève	16'350.- (dommages)		0.-	
	DEUS	21 plaintes pénales déposées auprès de la police ou du Ministère public	X	2017	Ville de Genève	env. 20'000.- (dommages)		0.-	
	DEUS	14 plaintes pénales déposées auprès de la police ou du Ministère public	X	2017	Ville de Genève	6'954.- (dommages)		0.-	
	DEUS	6 plaintes ont été déposées auprès de la police ou du Ministère public en 2018	X	2018	Ville de Genève	7'100.- (dommages)		0.-	
	DEUS	29 plaintes pénales déposées auprès de la police ou du Ministère public	X	2018	Ville de Genève	env. 17'82.- (dommages)		0.-	
	DEUS	18 plaintes pénales déposées auprès de la police ou du Ministère public	X	2018	Ville de Genève	4'950.- (dommages)		0.-	

QE-494. Procédures de justice en cours et coûts de fonctionnement										
	Service	Type de procédure en cours	Contre	Différend	Engagée			Prétentions Ville	Prétentions tiers	Montant déjà engagé (coût de la procédure)
					quand	par qui	statut			
Plaintes pénales gérées par le KEX pour la Ville de Genève	DCSS	126 plaintes pénales déposées à la police	X dont 1 Personne déterminée	126 Dommages à la propriété (144 CP) dont 5 violations de domicile (106 CP) et 5 vols (139 CP)	2016	Ville de Genève		environ 89'355.-		0.-
	DCSS	1 plainte pénale déposée à la police	X	1 vol (139 CP) - Cuivre école	2016	Ville de Genève		9'845.-		0.-
	DCSS	93 plaintes pénales ont été déposées auprès de la police ou du Ministère public	Tiers	Plaintes pénales dirigées contre des tiers (graffitis, effractions bâtiments éducatifs,...)	2017	Ville de Genève		235'944.-		0.-
	DCSS	116 plaintes ont été déposées auprès de la police ou du Ministère public	Tiers	Nombreuses plaintes pénales dirigées contre des tiers (graffitis, effractions bâtiments éducatifs,...)	2018	Ville de Genève		236'712.-		0.-
	LEX	9 recours auprès de la Chambre administrative (dont 2 décrits plus bas), 2 actions pécuniaires et 1 mesure provisionnelle au TAPI	Ville de Genève	Contentieux des affaires du personnel	2017	Membres du personnel		/		0.-
	LEX	17 recours auprès de la Chambre administrative et 1 mesure provisionnelle par devant la chambre administrative	Ville de Genève	Contentieux des affaires du personnel	2018	Membres du personnel		/		0.-
Département des finances et du logement										
	GIM	Exécution du jugement d'évacuation	Locataires	Impayés de loyer	2018	CA		131'675.-		16'000.-
	GIM	Contentieux droit du bail	Locataires	Contentieux droit du bail	2018	GIM		135'975.-	Valeur litigieuse 45'257'68.-	18'700.-
	TAX	Contentieux Cour de Justice & TAPI	Contribuables	Assiette imposable	2015-2018	TAX		/		0.-
		Contentieux Déiteur	Ville de Genève (TAX)	Recouvrement de prestations facturées	2016 & 2017 & 2018	Contribuables		317'406.-		coût office des poursuites
	DFIN	Tribunal fédéral	Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale (HELABA) Bank	Non prise en compte du LIBOR CHF négatif dans calcul d'intérêts sur emprunt variable de 50 MCHF	2015	DFIN		12'652'200.- (HELEBA uniquement) 18'180'000.- (toutes parties confondues)		178'29.-
		Tribunal Fédéral	Ville de Genève	Appel d'Offre Métropole - Sélection des candidats pour 2ème tour	2018	Swiss Hospitality Partners SA			60'000.- (estimation dommage)	0.-
	DFL	Cour de Justice - Tribunal fédéral	Conseil d'Etat	Amendes - Intérêts financiers de la VGE	2014	DFL		/		100'370.-
		Tribunal Première Instance		Amendes - action en responsabilité fondée sur REC	2014			/		

QE-494. Procédures de justice en cours et coûts de fonctionnement									
Service	Type de procédure en cours	Contre	Différend	Engagée		Prétentions Ville	Prétentions tiers	Montant déjà engagé de la procédure	
				quand	par qui	statut			
Département des constructions et de l'aménagement									
DCA	Intervention VdG au TAPI pour soutenir décision de refus DALE du 25.08.2017	Personne physique	Rénovation façades et surélévation immeuble (Abraham-Gervay 4Pantanoir 25)	02.11.2017	Requérant à l'autorisation		/	0.-	
DCA	Recours TAPI c/ décision DALE du 18.05.2017	DALE / DT	Surélévation de l'ensemble du bâtiment des ateliers (Allé 24.9.59)	19.06.2017	Ville de Genève + habitants		/	Avance frais TAPI 700.-	
DCA	Recours TAPI c/ décision DALE du 14.02.2018 (Non respect du PUS)	DALE / DT	Aménagement d'un chalet d'habilitation au rez-de-chaussée (ch. du 23 Août 2)	15.03.2018	Ville de Genève		/	Avance frais TAPI 700.-	
DCA	Recours TAPI c/ décision DALE du 29.11.2017 (Non respect du PUS)	DALE / DT	Aménagement d'un cabinet vétérinaire (Carr-Vogt 38)	15.01.2018	Ville de Genève		/	Avance frais TAPI 700.-	
DCA	Recours TAPI c/ décision DALE du 19.12.2017	DALE / DT	Surélévation de deux niveaux de deux immeubles (De-Luserna 40-42)	01.02.2018	Ville de Genève		/	Avance frais TAPI 400.-	
DCA	Recours TAPI c/ décision DALE du 19.12.2018	DALE / DT	Surélévation de deux niveaux d'un immeuble (De-Luserna 44)	01.02.2018	Ville de Genève		/	Avance frais TAPI 400.-	
DCA	Recours TAPI c/ décision DALE du 19.12.2018	DALE / DT	Surélévation de deux niveaux d'un immeuble (De-Luserna 46)	01.02.2018	Ville de Genève		/	Avance frais TAPI 400.-	
	Recours TAPI c/ décision DALE du 10.10.2013		Construction de trois immeubles d'habitation et activités avec garage souterrain - Violation 138 LdLAT vu procédure PUS loc - Délices Délices - Samuel-Constant 4) - Non respect du PUS	30.10.2013	Ville de Genève + voisins		/	0.-	
DCA	Recours VdG au TF déposé le 17.11.2016	DALE / DT							
	Recours VdG et voisins rejeté par TAPI - 13.03.2018 - Attente si recours TF								
DCA	Recours TAPI c/ décision DALE du 19.12.2017	DALE / DT	Surélévation de deux niveaux d'un immeuble (Edouard-Rod 24 /Nlirs 39)	01.02.2018	Ville de Genève		/	Avance frais TAPI 400.-	
DCA	Recours TAPI c/ décision DALE du 05.03.2018	DALE / DT	Aménagement d'une surface commerciale (Georges-Papon 19)	05.04.2018	Ville de Genève		/	Avance frais TAPI 500.-	
DCA	Intervention VdG au TAPI pour soutenir décision DALE du 08.02.2018	Personne physique	Aménagement place Jean-Marcieu (Lombard/Vung)	19.03.2018	Vosins		/	0.-	
DCA	Intervention VdG au TAPI pour soutenir décision DALE du 18.10.2016 « Fila E Recours voisins rejeté par TAPI - 24.05.2017 - Recours voisins à la CACJ	Personne physique	Construction de logements étudiants (Lombard/Vung)	23.11.2016	Vosins		/	0.-	
DCA	Recours TAPI c/ décisions DALE du 9.11.2017	DALE / DT	Construction d'un bâtiment industriel et artisanal et de deux bâtiments de logements (Lyon 106-108)	15.01.2018	Ville de Genève		/	Avance frais TAPI 700.-	
DCA	Recours TAPI c/ décision DALE du 20.09.2016	DALE / DT	Elargissement passerelle pour containers (Quai du Mont-Blanc)	27.10.2016	Ville de Genève		/	Avance frais TAPI 950.-	
DCA	Intervention TAPI pour soutenir décision DALE du 21.09.2017 (Non respect du PUS)	Personne physique	Transformation du restaurant pour la création de salons de massage érotiques (Simmond 11)	30.11.2017	Requérant à l'autorisation		/	0.-	
DCA	Recours TAPI c/ décision DALE du 17.11.2015	DALE / DT	Surélévation de deux niveaux avec attique (Stand 9)	11.12.2015	Ville de Genève + voisins		/	0.-	
DCA	Recours TAPI c/ décision DALE du 13.06.2017 - Recours VdG à la CACJ							Selon jugement Frais 2500.- Dépens 2500.- Avance frais CACJ	

QE-494. Procédures de justice en cours et coûts de fonctionnement									
Service	Type de procédure en cours	Contre	Différend	Engagée			Prétentions Ville	Prétentions tiers	Montant déjà engagé (coût de la procédure)
				quand	par qui	statut			
Défense des décisions de la Ville de Genève	DCA	Premption parcelles 727 feuillets n° 37 et 65, lots 6.01, 7.01 et 2.19 - Défense décision CM des 16 et 19 mai (PR-1229) - Recours réjeté par CACJ - 10.04.2018 - Attente si recours TF	Ville de Genève	Tardiveté - Absence de droit (Rue St-Laurent 2-4)	15.08.2017	Acquéreur présumé			0.-
	DCA	Restitution effet suspensif refusée - CACJ 01.03.2017	Ville de Genève	Contestation adjudication (Grand Théâtre)	05.12.2016 et 13.12.2016	Sousmissionnaire et s. envois	/		0.-
Recours de tiers c/ projets de la Ville de Genève	DCA	Recours riverains déclarés irrecevables par TAPI - 16.03.2017 - Jugement confirmé par CACJ - 09.01.2018 - Recours riverains au TF en cours	Personne physique	Installation œuvre d'art - Parc Tremblay	17.06.2016	Voisins	/		0.-
	DCA	Recours réjeté par TAPI - 23.02.2018 - Recours riverains à la CACJ en cours	Ville de Genève	Recours c/ aménagement trottoir (Passage des Alpes)	12.05.2017	Riverains	/		0.-
	DCA	En cours TAPI	Ville de Genève	Recours c/ projet démolition/reconstruction immeuble (Cordens 9)	25.08.2017	Riverain	/		0.-
	DCA	En cours TAPI	Ville de Genève	Recours c/ aménagement chemin Violation norme planification, normes tranquillité publique et voirie, protection des eaux et rives et Loi CML230 (Saulès sentier)	14.07.2016	Riverains	/		0.-
Autres procédures (Recours de tiers c/ projets de la Ville de Genève)	DCA	En cours CACJ	Ville de Genève	Recours c/ arrêté de circulation - Contestation des mesures de circulation (Place de la Synagogue)	22.06.2015	Riverain	/		0.-
	DCA	Recours suspendu à la contestation d'arrachage TAPI - 21.06.2017 - Recours du demandant à la concession à la CACJ en cours	Ville de Genève	Violation LMI - Contestation de la répartition de la concession d'arrachage	15.12.2016	Candidat à la concession	/		0.-
	DCA	Requête sur mesures provisionnelles rejetée par TAPI - 13.07.2017 - Recours réjeté par CACJ - 19.09.2017 - En cours au TAPI sur le fond	Ville de Genève	Travaux Plateau de Champel - Demande en paiement d'indemnités	19.06.2017	Commerçant		1'064'300.-	0.-
	DCA	En cours TAF	CFF	Violation LPE - Contestation du projet (CEVA) Décision d'approbation des plans Déviation Ligne tram 12) (CEVA - Entreprises)	23.01.2017	Riverains	/		0.-
Autres procédures (Recours Publiques)	DCA	Demande VG réjetée par CFE - Recours VG au TAF	CFF	Fixation des indemnités (CEVA - Entreprises)	31.08.2017	Ville de Genève		294'000.-	0.-
	DCA	Demande VG admise par CFE - Recours VG au TAF	CFF	Fixation des indemnités (CEVA - Entreprises)	07.04.2017	Ville de Genève		182'840.-	0.-
	DCA	Demande VG réjetée par CFE - Recours VG au TAF	CFF	Fixation des indemnités (CEVA - Entreprises)	07.04.2017	Ville de Genève		372'000.-	0.-
	DCA	Demande VG admise par CFE - Recours CFF au TAF	CFF	Fixation des indemnités (CEVA - Entreprises)	07.04.2017	Ville de Genève		256'680.-	0.-
Autres procédures	DCA	Demande VG admise par CFE - Recours CFF au TAF	CFF	Fixation des indemnités (CEVA - Entreprises)	07.04.2017	Ville de Genève		381'430.-	0.-
	DCA	Demande VG admise par CFE - Recours CFF au TAF	CFF	Fixation des indemnités (CEVA - Entreprises)	07.04.2017	Ville de Genève		396'170.-	0.-
	DCA	Recours VG admis par CACJ - 05.03.2018 - Les L120-45 annulées - Attente si recours TF	Etat	Violation de l'autonomie communale (RUS) et LIAT (Recours VG c/ L 120-45 (CML) et L 120-48 (CML))	28.08.2017	Ville de Genève	/		0.-

QE-484. Procédures de justice en cours et coûts de fonctionnement									
	Service	Type de procédure en cours	Contre	Différend	Engagée		Prétentions Ville	Prétentions tiers	Montant déjà engagé (coût de la procédure)
					quand	par qui / statut			
Autres procédures (Droit privé)	DCA	Recours d'un opérateur VLS admis par TAPI - 12.12.2016 - Recours VdG admis par CACJ - Jugement TAPI annulé - 03.10.2017 - Recours de l'opérateur VLS au TF	Ville de Genève	VLS - Occupation accrue du domaine public - Violation LDP	27.04.2016	Opérateur VLS	/		0.-
	DCA	En cours TPI	Ville de Genève	58 CO Demande en paiement (Borne Tertasse)	20.10.2017	Personne physique	4507.90.- (demande reconventionnelle)	10'348.40.-	0.-
	DCA	En cours TPI	Ville de Genève	58 CO Demande en paiement (Borne Tertasse)	06.02.2018	Personne physique		3'100.-	0.-
	DCA	Demande rejetée par TPI - 26.06.2017 - Recours Valens à la CACJ en cours	Ville de Genève	Rectification du Registre foncier - limites parcellaires (Aménagement Avenue Krieg)	17.06.2014	Personne physique / Voisins		Pas quantifiable, car il s'agit de l'indemnité que le demandeur revendique	0.- (à ce jour)
Département de la culture et du sport									
Grand Théâtre - DCA									
Département de l'environnement urbain et de la sécurité									
LOM		Recours d'un employé auprès de la Chambre administrative de la Cour de Justice.	Ville de Genève	Résiliation immédiate d'un engagement pour justes motifs avec effet rétroactif au 29 juin 2017.	Résiliation : Recours en 2017 Résiliation : Recours en juillet 2017	Résiliation : le LEX Recours : avocat de l'employé concerné		Procédure gérée par le LEX + cf. coûts à ce jour + risque : l'employé, dans son recours, demande la décision de résiliation, demande le paiement de l'intégralité de son salaire pour la période allant du 29 juin 2017 avec intérêts portant à 5% l'an dès cette date	Procédure gérée par le LEX Pour le LOM, coût du remplacement de l'employé par un intérimaire : 16 mois de stage ETFI géré par l'OCE (août 2017 à janvier 2018) puis engagement en août 2018 à l'automne 2018. Coût mensuel de CHF 5'002.25)

QE-494. Procédures de justice en cours et coûts de fonctionnement									
Service	Type de procédure en cours	Contre	Différend	Engagée		Prétentions Ville	Prétentions tiers	Montant déjà engagé (coût de la procédure)	
				quand	par qui	statut			
LOM	Déjà probable d'une demande en justice par l'avocat d'une plaignante contre la Ville.	Ville de Genève	Le 9 juin 2017, un véhicule conduit par une citoyenne genevoise a endommagé la borne de la borne 1 du SAM de CHF 5320.10 pour la réparation de la borne, et 1 du LOM de CHF 353.95 pour l'action de son Groupe d'intervention. Elle estime ne pas être responsable car la borne était en état de détérioration et par conséquent, elle n'a pas pu intervenir sur la base du principe de l'entreprise en charge de la maintenance des bornes, que la conductrice n'a pas respecté le feu rouge.	2017	Personne physique (représentée par un avocat)	Remboursement des frais de réparation de la borne		Procédure gérée par l'unité juridique du DCA	
VVP	Suivie RCCO 14.265.96/136 du 3.10.2017 Opposition la VdG au commandement de payer (749000.-)	Ville de Genève	Intervention d'un commerçant au 24, rue du Miroir. Demande de dommages et intérêts auprès de la Ville	dec. 17	Commerçant (représenté par un avocat)		Montant de l'indemnité finale sera payé par l'assurance. La Ville devra payer uniquement les primes de l'assurance RC.	Procédure gérée par le LEX, Juriste DEUS et AXA Assurance	
VVP	Procédure administrative Recours après du 7AP1, puis de la CACJ	Ville de Genève	Recours contre une décision qui considère un cabinet dentaire de 12 personnes comme "moyen producteur de déchets"	27.04.2018 04.12.2018	Conseil de la partie concernée	Procédure pendante (en attente de la CACJ)		0.-	Procédure gérée par le juriste du DEUS
SEP	Recours auprès de la Chambre administrative de la Cour de justice suite à la réponse négative en première instance	Ville de Genève	Allégation de gains marquaques suite à la non attribution d'un pavillon de glace (fra pas de certificat de catérier)	oct.09	Personne physique			Procédure traitée en interne (Juriste SEEP et DEUS)	
SPM	Procédure civile Requête en conciliation par-devant le TPI	Ville de Genève	Demande en paiement / dommages et intérêts	19.11.2018	Partie concernée (sans conseil)	Audience de conciliation fixée au 6 mars 2019	Valeur litigeux: CHF 10000.- (chances de succès très faibles)	0.-	Procédure gérée par le juriste du DEUS
DEUS	Procédure civile Arrêt de la Chambre des baux et loyers de la CJ valant jugement d'évacuation au 31.12.18 + convention homologuée par la CJ signée le 15.12.17	Ville de Genève	Demande de prolongation de l'occupation de locaux d'une année	oct.18	Partie concernée (sans conseil)		/	CHF 8742.- (avis de droit)	

QE-494. Procédures de justice en cours et coût de fonctionnement									
Service	Type de procédure en cours	Contre	Différend	Engagée			Prétentions Ville	Prétentions tiers	Montant déjà engagé (coût de la procédure)
				quand	par qui	statut			
SEP	Procédure civile Demande en paiement par-devant le TPI	Ville de Genève	Demande de déclarer inefficace la réalisation du contrat de bail portant sur un pavillon de la Plaine de Plainpalais	01.06.2017	Conseil de la partie concernée			Valeur litigieuse: CHF 14000.-	0- Procédure gérée par les juristes du DEUS / SEP
SEP	Procédure administrative Recours auprès du TAPI, puis de la CACJ	Ville de Genève	Recours contre une décision ordonnant la dépose sans délai de tous les panneaux peints non conformes et une décision résiliant la convention du 22.01.18	26.03.2018 19.07.2018	Conseil de la partie concernée		/		0- Procédure gérée par les juristes du DEUS / SEP
SEP	Procédure administrative Recours auprès du TAPI	Ville de Genève	Recours contre une amende pour chert(s) non tenu(s) en laisse dans les allées et cheminements des espaces verts	25.07.2018	Partie concernée (sans conseil)		(Montant de ramende: CHF 100.-)		0- Procédure gérée par les juristes du DEUS / SEP
SEP	Procédure administrative Recours auprès du TAPI	Ville de Genève	Recours contre une décision mettant en demeure la société (dépose de panneaux peints non conformes)	07.09.2018	Conseil de la partie concernée		/		0- Procédure gérée par les juristes du DEUS / SEP
SEP	Procédure administrative Recours auprès du TAPI	Ville de Genève	Recours contre une amende pour dépôt illicite de déchets	15.10.2018	Partie concernée (sans conseil)		(Montant de ramende: CHF 800.-)		0- Procédure gérée par les juristes du DEUS / SEP
SEP	Procédure administrative Recours auprès du TAPI	Ville de Genève	Recours contre une amende pour chert(s) non tenu(s) en laisse dans les allées et cheminements des espaces verts	17.12.2018	Partie concernée (sans conseil)		(Montant de ramende: CHF 100.-)		0- Procédure gérée par les juristes du DEUS / SEP
SEP	Procédure administrative Recours auprès du TAPI	Ville de Genève	Recours contre une amende pour dépôt illicite de déchets	04.01.2019	Partie concernée (sans conseil)		(Montant de ramende: CHF 200.-)		0- Procédure gérée par les juristes du DEUS / SEP
SEP	Procédure administrative Recours auprès du TAPI	Ville de Genève	Recours contre une décision refusant le maintien d'une enseigne et ordonnant sa dépose	11.01.2019	Partie concernée (sans conseil)		/		0- Procédure gérée par les juristes du DEUS / SEP
SEP	Procédure administrative Recours auprès du TAPI	Ville de Genève	Recours contre une amende pour le non-respect de la mise en conformité d'une terrasse	15.01.2019	Conseil de la partie concernée		(Montant de ramende: CHF 300.-)		0- Procédure gérée par les juristes du DEUS / SEP
SEP	Procédure administrative Recours auprès du TAPI	Ville de Genève	Recours contre une amende pour le non-respect de la mise en conformité d'une terrasse	11.02.2019	Conseil de la partie concernée		(Montant de ramende: CHF 500.-)		0- Procédure gérée par les juristes du DEUS / SEP

QE-494. Procédures de justice en cours et coûts de fonctionnement									
Service	Type de procédure en cours	Contre	Différend	Engagée			Prétentions Ville	Prétentions tiers	Montant déjà engagé (coût de la procédure)
				quand	par qui	statut			
Département de la cohésion sociale et de la solidarité									
ECO	Première lettre déposée 11 déc 2017. Réponse le 19 déc 2017. Dépôt judiciaire le 15 mai 2018. Non conciliation. Nouvelle procédure en cours à la Chambre administrative de la Cour de justice 29 oct 2018. Le 14 mars 2019, le LEX a communiqué la nouvelle teneur de la Directive dont il est question à l'avocat des parties requérantes.	Ville de Genève	Conteste le temps passé en commission du personnel. Le montant des jetons versés.	11 déc 2017	Répondante patrouilleuse scolaire		/		0 - Procédure gérée par le LEX